

SOMALIE

Un rapport de l'ONU
préconise des sanctions
de dirigeants corrompus

Un rapport de l'ONU préconise des sanctions contre les dirigeants somaliens corrompus, estimant que jusqu'à 70% des revenus de l'Etat s'en-voient dans la nature et que la situation favorise les islamistes shebab.

Le rapport, qui a fuité sur internet, affirme que de hauts responsables gouvernementaux sont impliqués dans des scandales et appelle le Conseil de sécurité à imposer des sanctions «dans le délai le plus court possible». Le gouvernement de transition somalien (TFG), soutenu à bout de bras par la communauté internationale, arrive en fin de mandat en août. Mais plusieurs de ses membres espèrent rester au pouvoir. Dans le rapport du groupe de contrôle de l'ONU sur la Somalie et l'Erythrée, le président, Sharif Cheikh Ahmed, et le président du Parlement, Sharif Hassan, ne sont pas directement accusés de corruption, mais leurs noms sont cités dans des scandales. «Sur 10 dollars reçus par le TFG en 2009-2010, 7 ne finissent jamais dans les caisses de l'Etat», pointe le texte. En 2011, plus de 12 millions de dollars ont été «absorbés» par les bureaux du président, du Premier ministre et du président du Parlement. En mai 2012, un rapport de la Banque mondiale signalait un trou de 131 millions de dollars dans les revenus du TFG sur 2009-2010. «Beaucoup de responsables du TFG ne font aucune distinction entre finances publiques et privées, et abordent les règles et institutions financières comme des obstacles à contourner ou ignorer», poursuit le rapport, dénonçant aussi le détournement de l'aide aux victimes de la famine l'an dernier. Et même si les islamistes shebab, un mouvement récemment intégré à Al-Qaïda que la communauté internationale combat aux côtés des fragiles autorités somaliennes, ont subi une série de défaites militaires ces derniers mois, la corruption rampante est telle qu'elle peut inverser le cours des choses.

«Le mauvais usage, le détournement et le vol ouvert de ressources publiques sont devenus une façon de gouverner», dit encore le document. Ne pas s'attaquer à ces problèmes «entretiendrait une instabilité continue et le conflit, et risquerait de raviver les chances de shebab en difficulté». D'une façon plus générale, le rapport estime que les shebab restent «une sérieuse menace pour la paix, la sécurité et la stabilité, en Somalie et plus largement sur la scène internationale». Les shebab «renforcent activement leurs liens avec d'autres groupes extrémistes étrangers», notamment au Kenya et en Tanzanie. Le Muslim Youth Center (MYC) kényan utilise des repaires en Somalie comme «tremplin pour des actes terroristes au Kenya, déployant à cet effet plusieurs cellules opérationnelles au Kenya». Le Kenya a été frappé ces derniers mois par une série d'attaques, essentiellement à la grenade, mais les observateurs craignent un attentat de plus grande ampleur. L'intégration des shebab dans Al-Qaïda pourrait aussi permettre de tisser des liens plus forts avec des groupes comme Boko Haram au Nigeria ou Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), implanté au Yémen. Le document assure que les deux groupes ont eu «des rapports avec les shebab dans un passé récent». Au menu des scandales de corruptions cités dans le rapport, l'un concerne la délivrance de passeports — l'un, au moins, à un haut responsable shebab. «Les pirates les plus connus» de Somalie ont eux reçu des passeports diplomatiques, affirme-t-il encore.

CONDOLÉANCES

Le Président, les membres du Bureau Exécutif National, les membres du Conseil National et l'ensemble des adhérents du SNPSSP, profondément attristés par le décès de la mère de leur collègue D' Marniche-Sollah Nora, membre de l'Exécutif, lui présentent ainsi qu'à toute sa famille leurs sincères condoléances et les assurent en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie.

*Que Dieu accorde à la défunte
Sa Sainte Miséricorde et l'accueille
en Son Vaste Paradis.
«A Dieu nous appartenons
et à Dieu nous retournons.»*

P/LE SNPSSP Le Président

SOMMET AFRICAIN

Une Sud-Africaine pour
présider
la Commission de l'UA

L'Union africaine (UA) a réussi à doter sa Commission, organe-clé, d'un président, une élection qui permet à l'Afrique d'effacer le catastrophique échec de janvier et d'afficher une unité retrouvée, mais qui devrait laisser de profondes cicatrices, ont estimé hier lundi diplomates et experts.

L'élection de la ministre sud-africaine de l'Intérieur Nkosazana Dlamini-Zuma est inédite à plusieurs titres. Pour la première fois, une femme accède à la présidence de la Commission, l'exécutif de l'UA, et pour la première fois le poste échoit à une grande puissance continentale, celles-ci s'abstenant jusqu'ici de postuler conformément à une loi non écrite. Enfin, pour la première fois, la présidence et la vice-présidence de la Commission sont toutes deux occupées par des anglophones, le poste d'adjoint demeurant aux mains du Kényan Erastus Mwencha.

Lors du précédent sommet de l'UA, le président sortant, le Gabonais Jean Ping, n'avait pu réunir les deux trois des suffrages requis, bien que resté statutairement seul en lice au quatrième tour, son adversaire M^{me} Dlamini-Zuma ayant été devancée au tour précédent. Déjouant les pronostics,

l'ex-épouse du président Jacob Zuma a cette fois mené le scrutin de bout en bout et réuni la majorité qualifiée au 4^e tour. «Elle est sortie en tête au premier tour et a ensuite profité de l'élan. Les chefs d'Etat voulaient une décision», a expliqué à Addis Abeba Jakkie Cilliers, de l'Institut pour les études de sécurité (ISS), à l'AFP.

Le président en exercice de l'UA, le Béninois Thomas Boni Yayi, s'est réjoui d'une victoire de «l'Afrique toute entière». Mais pour certains, ce succès laisse un goût amer. «On peut parler de victoire pour l'Afrique, parce que nous avons avancé», a expliqué hier lundi à l'AFP, à Addis Abeba, le vice-ministre kényan des Affaires étrangères, Richard Onyonka, dont le pays soutenait la candidature de M. Ping. Mais «pour nous, il s'agit d'une victoire aigre-douce», a-t-il ajouté. «Je pense que cette élection a créé une profonde division au sein de l'UA et que ce n'était pas

nécessaire.» M. Onyonka s'est dit «très gêné par les méthodes et le style de l'Afrique du Sud». «Ils avaient le droit de présenter un candidat (...) mais il y a eu trop d'intimidation, de torsions de bras et de menaces» de la part des Sud-Africains afin de s'assurer la victoire, a-t-il dénoncé. «Il y a quand même un soulagement» au sein de l'UA, après l'élection, note un diplomate occidental s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. Mais la campagne «très dure et offensive» menée par les candidats «va laisser des traces et des rancœurs», surtout «si effectivement il y a eu des pressions de la part des Sud-Africains», a-t-il ajouté.

Il est encore trop tôt pour connaître les conséquences sur l'organisation de cette élection, note le diplomate occidental, alors que le scrutin semble avoir créé une scission entre petits et grands pays, et entre francophones et anglophones. «Cela prendra un certain temps avant que nous mesurions les conséquences» de l'arrivée de M^{me} Dlamini-Zuma à la tête de la Commission, a confirmé M. Onyonka, qui s'interroge sur les intentions de l'Afrique du Sud. «Pourquoi l'Afrique du Sud a-t-elle eu une attitude aussi acharnée

envers cette élection ? Quel est l'objectif de l'Afrique du Sud envers l'UA ?», s'est-il interrogé. «Viennent-ils avec une stratégie consistant à contraindre les pays africains à exprimer la position sud-africaine ?», a-t-il poursuivi, évoquant le dirigeant libyen renversé et tué l'an dernier. Le vice-ministre s'est aussi demandé si l'ambition de Pretoria, déjà membre du G20, des Brics (groupe de puissances émergentes) et qui postule pour l'éventuel futur siège permanent de l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU, était africaine ou plus large. «Il y a des craintes sur une toute-puissance de l'Afrique du Sud», admet le diplomate occidental.

Son influence, notamment économique, sur le continent et le fait qu'elle ait fait fi de la règle non-écrite jusque-là respectée sur la non-candidature des principales puissances continentales font craindre que Pretoria n'utilise sa position pour imposer ses vues et servir ses intérêts.

De son côté, M. Cilliers veut croire que «ces divisions guériront» et assure que M^{me} Zuma «sera une présidente ouverte». Son élection a surtout apporté, selon lui, «de la clarté sur qui est aux commandes», après six mois de blocage.

SAHARA OCCIDENTAL

Le président de l'Eucoco appelle la France à soutenir
le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Le président de la Coordination européenne de soutien au peuple sahraoui (Eucoco), Pierre Galand, a lancé un appel lundi à Alger au gouvernement français à changer de position vis-à-vis de la revendication «fondamentale» du peuple sahraoui, celle de son droit à l'autodétermination.

«Le nouveau gouvernement français doit tenir compte de l'appel international en faveur du droit fondamental du peuple sahraoui, en adoptant une attitude au Conseil de sécurité (de l'ONU) qui aille en direction du respect des droits de l'homme dans les territoires occupés» du Sahara occidental, a déclaré M. Galand lors d'une conférence de presse.

Cette conférence a été animée à l'issue d'une rencontre avec une délégation de militants des droits de l'homme venue des territoires occupés du Sahara occidental. M. Galand a relevé que la France de par sa position au Conseil de sécurité «a tout fait pour empêcher d'élargir le mandat de la Minurso (Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental), pour qu'elle veille au res-

pect des droits de l'homme dans les territoires occupés et, même, de désigner un Rapporteur spécial des droits de l'homme». «La France a opposé son veto à chaque fois qu'on faisait un pas dans la direction de la reconnaissance des droits de ce peuple bien que sur le plan déclaratoire, M^{me} Catherine Ashton, haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ait réaffirmé, il y a huit jours, le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination dans une lettre envoyée au ministre (chargé de l'Europe, membre du secrétariat national du Front Polisario), Mohamed Sidati.» Il a souligné, dans ce cadre, que la France devrait, aujourd'hui, tenir compte de l'appel de la communauté internationale en faveur du peuple sahraoui en faisant un «geste de bonne volonté» en faveur du respect des droits de l'homme dans les territoires occupés par l'élargissement du mandat de la Minurso ou par la désignation d'un rapporteur spécial. M. Galand a rappelé que plus d'une quinzaine de pays, dont la Grande-Bretagne et les pays nordiques, ont appelé récemment à Genève la communauté internationale à agir pour le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. «Avec l'appel lancé par ces pays, le curseur se déplace lentement en faveur du peuple sahraoui

mais la France pourra faire en sorte qu'il se déplace encore plus rapidement», a-t-il soutenu. L'ambassadeur sahraoui à Alger, Ibrahim Ghali, a indiqué, pour sa part, que le gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique a demandé à la France, depuis l'installation du nouveau gouvernement, de changer de position à l'égard de la question sahraouie. «La France, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, doit œuvrer au respect des droits de l'homme, y compris dans les territoires sahraouis occupés», a-t-il affirmé. Il a formulé l'espoir que le nouveau gouvernement français «veillera à l'application des résolutions de l'ONU (sur le conflit du Sahara occidental) et, surtout, qu'il ne s'opposera pas à l'élargissement du mandat de la Minurso». Le président de Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), Mahrez Lamari, a estimé, quant à lui, que l'«Europe affiche, à travers M. Galand, sa totale disponibilité à contribuer aux engagements des Nations unies d'aboutir par la négociation à l'application du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui». Il a ajouté que s'il n'y a pas aujourd'hui de solution politique ou de référendum au Sahara occidental, c'est principalement à cause de la France qui se range comme chaque fois du côté du Maroc».

